



Depuis la dernière élection présidentielle au Cameroun les enjeux sont détournés vers ce parti politique, qui a annoncé il ya quelque temps déjà le boycott de l'élection municipales et législatives au Cameroun en créant une psychose au sein de l'opinion, dernièrement l'ONU a déclaré la mort de 22 civils, dont 14 enfants et des femmes selon l'AFP démenti par le ministre de la communication porte parole du gouvernement Camerounais, dans un village d'une région du Nord-Ouest certains medias sont monté au créneau pour annoncer Une plainte du Mindef contre Kamto, Akere Muna et Agbor Balla.

Lors du Salon de l'Agriculture, le président français Emmanuel Macron s'est prévalu d'avoir « mis la pression » sur son homologue du Cameroun Paul Biya, et obtenu la libération de Maurice Kamto, le chef d'un parti de l'opposition camerounaise. Se trouvant à l'extérieur du pays les questions sont posées sur la capacité de la diplomatie de cet t'homme à manipuler le gouvernement à distance

L'on se rappelle encore de ce Grand meeting du Président pour la renaissance du Cameroun Maurice KAMTO à Paris le 01 février 2020. Un ancien président de cette république Nicolas Sarkozy n'a pas caché sa colère des propos qui circulent sur la toile et sont attribués à l'ancien président français, notamment : « *La France n'a pas besoin de polémiques avec ses pays amis et la France n'est pas un pays d'Afrique...* »

Pas moyen d'avoir la source exacte de ces informations mais, ceux qui ont inondé les réseaux sociaux, lui attribuent ces autres mots : « *Que certains leaders impopulaires chez eux en Afrique cessent de venir afficher leur médiocrité sur des lieux publics en France... Venir nombreux avec des gadgets à l'effigie du pays d'origine ne donneraient jamais la légitimité du suffrage à ces derniers. Ecoutez, la France a besoin d'un peu de respect. Les meetings politiques étrangers ne sauraient se tenir en public en France. Nous avons des salles de spectacles pouvant contenir ces minorités*

## La diplomatie du Cameroun se gère t'elle dans les rues en France ?

En visite au Salon de l'Agriculture, répondant à l'interpellation d'un activiste de la diaspora camerounaise en France, le président français Emmanuel Macron s'est prévalu d'avoir « mis la pression » sur son homologue du Cameroun Paul Biya, et obtenu la libération de Maurice Kamto, le chef d'un parti de l'opposition camerounaise, suite aux élections présidentielles de 2018. « *J'ai mis la pression sur Paul Biya pour que d'abord il traite le sujet de la zone anglophone et de ses opposants. Je lui ai dit. Je ne veux pas qu'on se voie à Lyon tant que le Général Kamto (sic) n'est pas libéré. Il a été libéré parce qu'on a mis la pression* », a assuré M. Macron.

Le chef de l'Etat français a aussi commenté la délicate actualité relative à la mort de 5 femmes et enfants dans la région camerounaise du Nord-ouest en la qualifiant d'« intolérable ». Il a promis à son interlocuteur, qui a admis être entré en France illégalement, qu'il allait « *appeler la semaine prochaine le Président Biya et mettre un maximum de pression pour que cette situation cesse* ».

Une déclaration qui survient alors même qu'une enquête est en cours et que le gouvernement camerounais a reconnu ce drame en le déplorant, expliquant que les victimes ont subi un accident collatéral, lorsque l'armée essayait de déloger des combattants sécessionnistes. « *il faut dire la vérité au Cameroun on ne peut pas mettre un pays entre les mains d'un autre quand j'ai suivi ces propos de Macron, c'est la pure politique la France n'a jamais aimé qu'un pays africain soit dans la paix je conjure vraiment mes frères de la B.A.S d'être sages nous avons un grand président comme diplomate s'il ya quelque chose qu'il vient et propose des idées pour la relance de notre plateau économique nous avons besoin de tous pour relever les défis* » précise Bienvenu Nang, politologue, le Cameroun a toujours vécu dans la paix et la stabilité lors des dernières élections présidentielles, le mot tribalisme est venu hanter les populations de ce pays qui compte plus de 250 ethnies.

Adopté le 29 novembre 2019, ce projet de loi portant modification de l'article engage le gouvernement camerounais à mettre sur pied un cadre réglementaire en vue de combattre ce phénomène, l'amendement concerne la lutte contre les discours haineux et le tribalisme. Il est contenu dans l'article 241 du code pénal.

Le gouvernement met tout en œuvre pour sauver le Cameroun sauf que dans le fond, la jeunesse se plaint toujours de ne pas avoir du travail, le taux de chômage qui reste inquiétant. Ces taux représentent près d'un million de personnes qualifiées en quête d'un emploi.

Dans les grandes métropoles, telles que Yaoundé et Douala, le taux de chômage est estimé à 17% de la population active et plus de 70% de ces personnes sont en situation de sous-emploi. Le président qui a promis plus de 500.000 emplois au Cameroun et a ordonné le déblocement de 102 milliards de F CFA pour le financement des jeunes dans l'optique d'améliorer leur condition de vie

## **Regards duMonde**